Offrir le « savoir-faire » français à la police tunisienne : les propos « effrayants » d'Alliot-Marie suscitent la polémique

lundi 31 octobre 2016, par Le Monde.fr (Date de rédaction antérieure : 14 janvier 2011).

Mardi, à l'Assemblée, la ministre des affaires étrangères a proposé le savoir-faire français à la police tunisienne face aux manifestations. Une proposition qui a suscité la colère des opposants au régime de Ben Ali.

Michèle Alliot-Marie est-elle allée trop loin, mardi 12 janvier, en proposant, à l'Assemblée nationale, le savoir-faire français à la police tunisienne pour « régler les situations sécuritaires » ? Critiquée devant l'Assemblée nationale par l'opposition sur l'extrême retenue de la réaction française face à la répression en Tunisie, la ministre des affaires étrangères a répondu : « Plutôt que de lancer des anathèmes, je crois que notre devoir est de faire une analyse sereine et objective de la situation. »

« On ne doit pas s'ériger en donneurs de leçons » face à une situation « complexe », a-t-elle expliqué. Tout en invitant les dirigeants à « mieux prendre en compte les attentes » des populations, elle a suggéré que « le savoir-faire, reconnu dans le monde entier, de nos forces de sécurité, permette de régler des situations sécuritaires de ce type ». « C'est la raison pour laquelle nous proposons effectivement aux deux pays [l'Algérie et la Tunisie] de permettre dans le cadre de nos coopérations d'agir pour que le droit de manifester puisse se faire en même temps que l'assurance de la sécurité. »

Depuis le début de la révolte tunisienne, la position de Paris sur la Tunisie est plus que prudente. Après avoir observé un silence embarrassé (voir l'éditorial : Le silence de Paris sur la tragédie tunisienne) la France a condamné du bout des lèvres la répression, tout en maintenant son soutien au président Ben Ali. Plusieurs personnalités politiques, dont le ministre de l'agriculture, Bruno Le Maire, et celui de la culture, Frédéric Mitterrand, se sont montrées plus que prudentes dans leur condamnation du régime.

LA FRANCE, « PAILLASSON DE BEN ALI » POUR COHN-BENDIT

La vidéo de Michèle Alliot-Marie proposant d'aider les forces de police tunisienne circule depuis sur le Net et les réseaux sociaux, suscitant des réactions outrées des opposants au régime de Ben Ali. Sur Facebook, des dizaines d'internautes partagent le lien vers la vidéo en écrivant ironiquement « Merci la France ! ».

La gauche et les associations ont réagi, avec un léger retard, aux propositions de la ministre des affaires étrangères. Le porte-parole du PS, Benoît Hamon, a dénoncé, jeudi, sur Public Sénat, le « silence coupable » des autorités françaises. « On ne va pas former en temps réel la police tunisienne à maintenir l'ordre. Si c'est pour envoyer des compagnies de CRS ou de gardes mobiles en Tunisie, assurer l'ordre en lieu et place de la police tunisienne et défendre le régime en place (...)

je pense que ça serait une erreur politique évidemment de la part de la France. » Les sénateurs PCF ont également « vivement » protesté contre les propos de Michèle Alliot-Marie, dénonçant « un nouveau type d'ingérence, l'ingérence sécuritaire ».

« Voilà la parole officielle du gouvernement devant les députés (...), je trouve que c'est ignoble de dire ça à l'égard d'un peuple qui souffre », s'est insurgé Jean-Marc Ayrault, président du groupe PS à l'Assemblée. « Quand on réprime à balles réelles et que la France propose son concours en matière de sécurité... cela ne passe pas auprès de nos interlocuteurs tunisiens », notait le sénateur Jean-Pierre Sueur, président du groupe d'amitié France-Tunisie au Sénat, mercredi. « La sortie de Michèle Alliot-Marie proposant au gouvernement de Ben Ali une 'aide au maintien de l'ordre' ne saurait revêtir de qualificatif suffisamment sévère », dénonce également le député souverainiste Nicolas Dupont-Aignan sur son blog. Et l'eurodéputé écologiste Daniel Cohn-Bendit assure dans un communiqué que « madame Alliot-Marie a démontré que la France demeure le paillasson du président Ben Ali. »

Le président de la Ligue des droits de l'homme, Jean-Pierre Dubois, a également jugé « effrayants » les propos de Michèle Alliot-Marie. Et les proches de Hatem Bettahar, enseignant franco-tunisien à Compiègne tué mercredi en Tunisie, ont également dénoncé les propos de Michèle Alliot-Marie, rapporte Rue89.

En Algérie, le quotidien *Liberté* s'insurge et souligne que Michèle Alliot-Marie « n'a apparemment pas peur de réveiller des souvenirs des peuples, historiquement victimes du 'savoir-faire' policier de la France. Ces souvenirs sont faits, en ce qui concerne l'Algérie, du 11 décembre 1960 à Alger, au quartier Belcourt, et du 17 octobre 1961 à Paris, par exemple. Avec un tel crédit, suggérer la sous-traitance du maintien de l'ordre pour le compte des régimes de ses anciennes colonies reviendrait à vouloir organiser un jubilé de ratonnades de triste mémoire. »

Le Monde.fr

P.-S.

* Le Monde.fr Le 13.01.2011 à 18h23 • Mis à jour le 14.01.2011 à 07h48 : http://www.lemonde.fr/afrique/article/2011/01/13/tunisie-les-propos-effrayants-d-alliot-marie-suscitent-la-polemique_1465278_3212.html